



NOTE D'ORIENTATION

CAUSES PROFONDES DES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS ET LEUR IMPACT SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX

Études de cas au Soudan, au Nigeria et au Mali

Fiona Flintan, Magda Nassef, Baba Ba, Boubacer El Hadji Ba, Hussein M. Sulieman, Saleh Momale et Pilar Domingo

Messages clés

- **Causes profondes complexes :** Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont profondément enracinés dans une interaction complexe de facteurs historiques, politiques et économiques. Ils sont alimentés par la diminution de la mobilité pastorale, les conflits liés à la concurrence pour l'accès à la terre et à l'eau, l'expansion agricole et le changement climatique. Ces facteurs exacerbent les tensions entre les communautés agricoles et pastorales.
- **Impact sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire :** Les conflits continuels perturbent considérablement les moyens d'existence, entraînant une baisse de la productivité agricole, la perte d'accès à des ressources essentielles et une insécurité alimentaire accrue. Les groupes vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont les plus touchés par ces perturbations, car ils ont souvent peu de possibilités économiques autres que l'agriculture ou l'élevage traditionnels.
- **Dynamique entre les genres lors de conflits :** Les femmes et les jeunes sont souvent marginalisés dans les processus de résolution des conflits. Alors que la littérature les présente souvent comme des victimes, leur potentiel en tant qu'artisans de la paix et participants actifs à la résolution des conflits est largement méconnu. Les rôles attribués à chaque genre influencent les expériences et les réactions face aux conflits, avec des impacts différents selon le genre et l'âge.
- **Polarisation et violence :** les conflits entraînent une animosité accrue entre les groupes, ce qui se traduit par des flambées de violence répétées qui peuvent dégénérer. Cette hostilité est souvent transmise aux jeunes générations, perpétuant ainsi des cycles de méfiance et d'hostilité qui entravent les efforts de consolidation de la paix.
- **Nécessité d'une gouvernance et de solutions inclusives :** Pour résoudre efficacement les conflits entre agriculteurs et éleveurs, il faut adopter des approches de gouvernance inclusives qui associent activement les femmes et les jeunes à la prise de décision. Il est impératif de traiter de manière collaborative la question de l'attribution des terres et de la gestion des ressources, afin de garantir une coexistence durable entre agriculteurs et éleveurs.

Introduction

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique ont fait l'objet d'une attention croissante ces dernières années dans les médias, les milieux académiques et les décideurs politiques, suscitant des inquiétudes quant à l'intensification et à l'aggravation des conflits au sein des groupes et entre eux (Flintan et al., 2021). Cependant une revue systématique de la littérature sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs n'a identifié que quelques études approfondies. La revue a également révélé que les femmes et les jeunes sont sous-représentés dans ces études. Les principaux foyers de conflits entre agriculteurs et éleveurs se trouvent au Soudan, au Nigeria et au Mali, où la littérature suggère que les causes sont nombreuses et complexes (Nassef et al., 2023). En réponse à cela, le programme SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées) a lancé une série d'études approfondies afin d'explorer ces questions. Cette note résume les apports de ces études, dont les versions complètes sont disponibles dans Sulieman (2024), Momale (2024) et Ba et Ba (à paraître).

Études de cas sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Cette série d'études vise à comprendre les causes profondes et les impacts des conflits entre agriculteurs et éleveurs à travers le prisme du

système de production alimentaire et de l'économie politique, en mettant l'accent sur les relations avec les systèmes alimentaires et les impacts sur ceux-ci, tout en reconnaissant la nature politisée de ces conflits (Flintan et al., 2023).

Les études combinent des discussions de groupe (FGD) et des entretiens avec des informateurs clés (KII), ce qui a permis de trianguler les points de vue, d'identifier les facteurs sous-jacents et d'analyser en détail la dynamique des conflits. Les recherches ont été menées entre 2023 et 2025. Au Soudan, l'étude a été menée dans le village d'Azaza Sogora, dans l'État de Gadarif ; au Nigeria, dans le quartier de Jangargari, dans la zone de gouvernement local d'Awe, dans l'État de Nasarawa ; et au Mali, dans la commune de Sio, dans la région de Mopti. Tous ces lieux ont été choisis en raison de leur histoire connue de conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Vingt-quatre discussions de groupe réunissant entre 6 et 15 personnes ont été organisés au Nigeria, dix au Soudan et six au Mali en raison de problèmes de sécurité. Au moins huit entretiens individuels (KII) mixtes ont également été menés dans chaque pays. Des outils d'évaluation participative ont été utilisés pour lancer et structurer les discussions, notamment la cartographie des relations entre les parties prenantes, des calendriers et des arbres de conflit.



Au marché aux bestiaux de Niama, à Bamako, au Mali.
Crédit photo : ILRI/Stevie Mann.

Facteurs déterminants et dynamique des conflits

Dans toutes les études de cas, les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont alimentés par la réduction de la mobilité pastorale, la contestation autour de l'accès à la terre et à l'eau, l'expansion agricole, l'obstruction des couloirs de transhumance et les pressions climatiques et démographiques. Des facteurs structurels, conjoncturels et climatiques alimentent une dynamique conflictuelle complexe, avec des conséquences profondes pour les systèmes de production et les moyens d'existence locaux dans un contexte marqué par de multiples vulnérabilités. Loin d'être de simples tensions liées à l'utilisation des ressources, ces conflits trouvent leur origine dans des dynamiques historiques, institutionnelles, économiques et sécuritaires, l'une des causes profondes étant l'insécurité foncière et la marginalisation politique des éleveurs. L'érosion de la gouvernance locale, l'efficacité limitée de la justice étatique, l'affaiblissement des autorités traditionnelles et l'influence croissante des groupes armés contribuent tous à entretenir les conflits, comme l'a décrit un répondant au Mali :

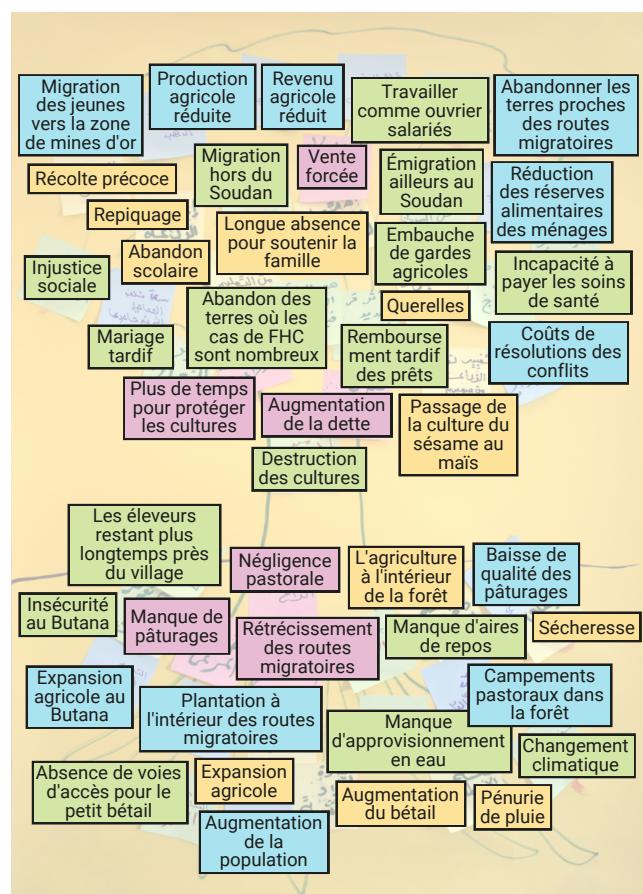
« Les zones rurales utilisées pour l'agriculture et le pastoralisme étaient autrefois très vastes, et la population était moins nombreuse. Certains chefs de famille pouvaient posséder deux, voire trois champs. Aujourd'hui, l'espace disponible a considérablement diminué en raison de la croissance démographique et de l'arrivée de personnes extérieures. Même le clan du chef du village, qui attribuait autrefois les terres, se trouve aujourd'hui confronté à une pénurie. » (Mali - KII_MF_H)

Dans le village d'Azaza Sogora, au Soudan, des facteurs structurels fondamentaux ont transformé les conflits saisonniers en conflits permanents entre les petits exploitants agricoles et les éleveurs Fallata qui s'installent près des fermes et dans les forêts telles que Wed Daffta. Ces facteurs sont l'expansion agricole à grande échelle, l'accaparement des terres, l'insuffisance des couloirs de transhumance, la perte des pâturages communaux, la déforestation, la variabilité climatique, l'augmentation du cheptel, l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et la détérioration de la sécurité depuis 2023. Les agriculteurs et les éleveurs ont des opinions divergentes sur les causes profondes du conflit (figures 1 et 2). Les conflits sont déclenchés par le

passage du bétail dans les champs avant la récolte, le blocage de l'accès à l'eau et aux zones de pâturage, et l'empiètement délibéré des champs sur les routes empruntées par le bétail et dans les forêts, comme l'a expliqué un participant à la discussion de groupe :

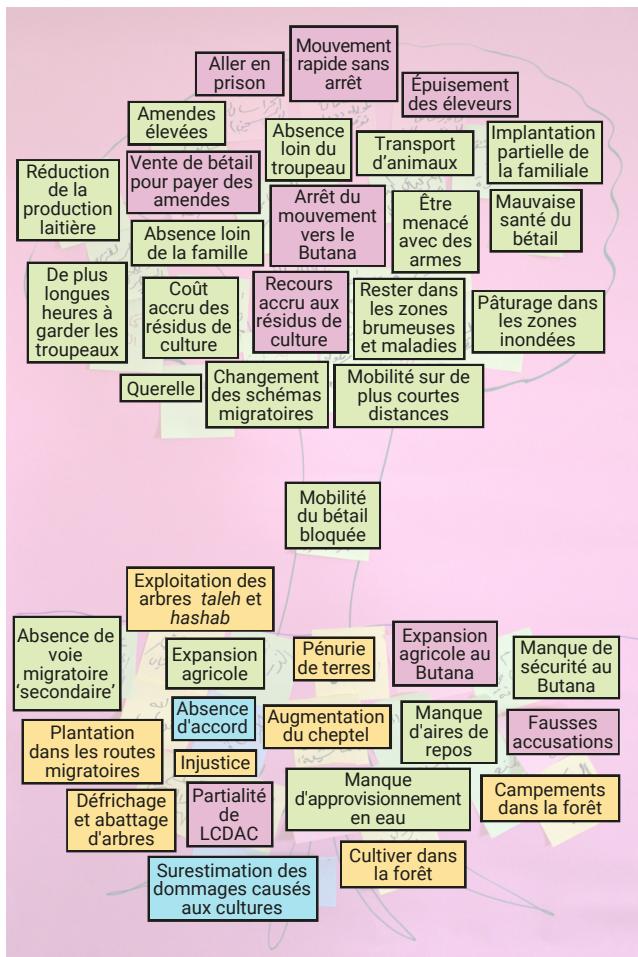
« Le problème principal est que la forêt de Wed Daffta, qui est une zone de pâturage naturel, a été cultivée. L'agriculture s'est développée au détriment des pâturages naturels. La forêt est un lieu de repos et est considérée comme un petit butana [terrain de pâturage]. Les éleveurs restaient toute la saison des pluies autour d'Azaza Sogora et certains d'entre eux se rendaient au butana. Aujourd'hui, le lieu de repos a été cultivé, ce qui explique le rétrécissement de la zone pastorale, d'où de nombreux empiétements et frictions. »
(Soudan : FGD_FM_M)

FIGURE 1. ARBRE DES CONFLITS DESSINÉ LORS D'UN FGD AU VILLAGE D'AZAZA SOGORA (FGD_FMF_Y)



Crédit photo : Hussein M. Sulieman

FIGURE 2. ARBRE DES CONFLITS DESSINÉ PAR LES ÉLEVEURS DE FALLATA LORS D'UN FGD (FGD_PM_M)



Crédit photo : Hussein M. Sulieman

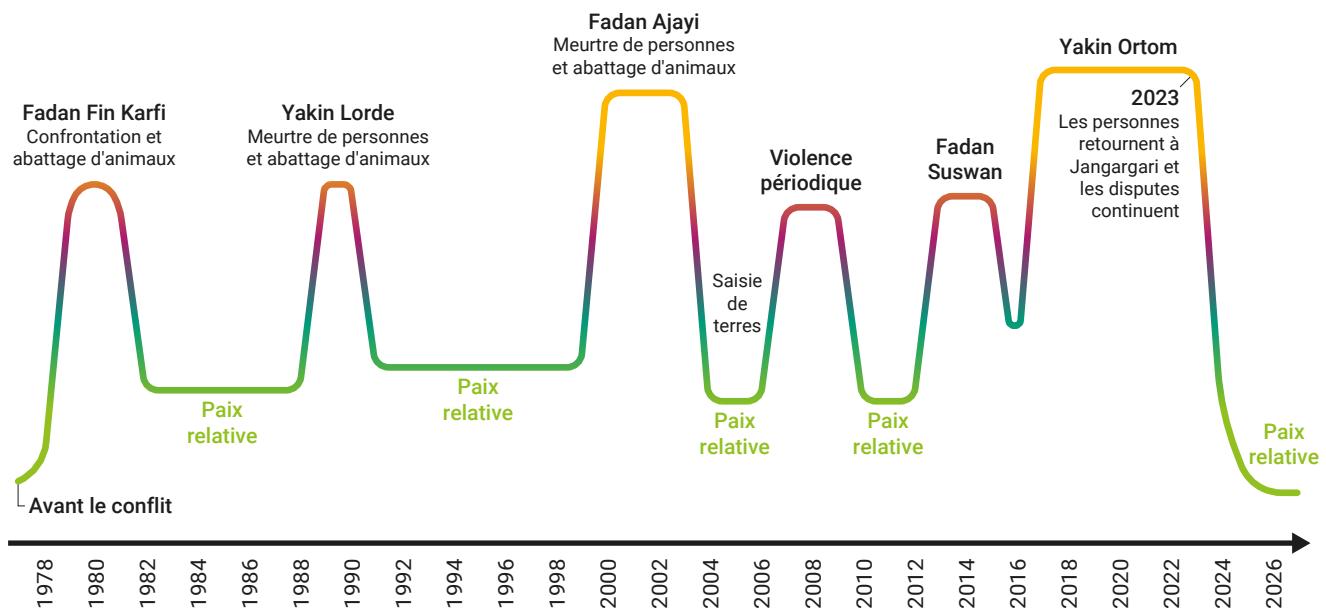
Dans le quartier de Jangargari, dans l'État de Nasarawa, au Nigeria, les causes profondes des conflits relatifs à l'accès aux pâturages sont liées aux nouvelles terres ou aux terres en jachère et aux plaines inondables, à l'expansion des terres agricoles, à la faiblesse de la gouvernance, aux conflits frontaliers, à la criminalité et au changement climatique. Des pics de conflits cycliques ont été observés dans les années 1980, puis une forte escalade vers 2013-2015, suivie d'une nouvelle recrudescence pendant la période 2017-2023 marquée par l'application de la politique de « pâturage libre » dans l'État de Benue, et enfin un calme relatif à partir de mi-2023, avec le changement de politique (figure 3). L'agriculture et l'élevage ont repris à Jangargari, mais les tensions persistent. Les conflits portent principalement sur les ressources foncières et hydriques, et sont déclenchés notamment par la destruction des cultures par le

bétail et le blocage des routes de transhumance et des zones de pâturage pour les éleveurs. Si elles ne sont pas résolues, ces disputes risquent de dégénérer en conflits violents.

Dans la commune de Sio, au Mali, nous avons étudié neuf cas de conflit. Nous avons constaté des interactions à différents niveaux qui s'alimentaient et s'influençaient mutuellement, créant ainsi une situation très complexe, en constante évolution, instable et précaire. Les conflits sont militarisés et prolongés par une série de facteurs, notamment la diminution des inondations régulières, la dégradation des sols, la réduction du nombre de points d'eau, l'obstruction progressive des couloirs de transhumance par les projets rizicoles, l'accès informel contesté aux terres et l'affaiblissement de la gouvernance coutumière, combinés à des défaillances institutionnelles et à une crise sécuritaire persistante, notamment l'influence des groupes djihadistes et des milices d'autodéfense. En l'absence de connaissance et d'application des règles juridiques étatiques et en raison de la faiblesse des structures administratives et de coordination, ce sont les groupes djihadistes qui maintiennent le contrôle territorial, politique et religieux sur les zones agro-pastorales et exploitent les ressources pastorales.

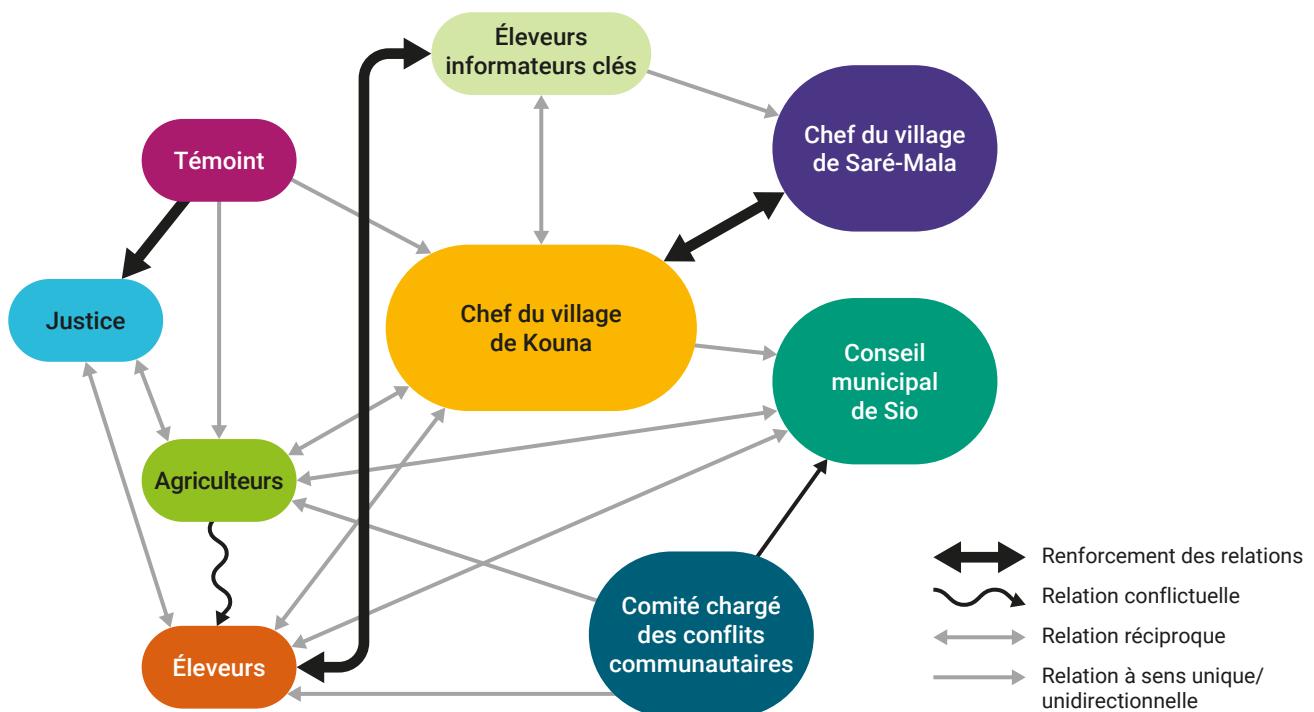
Les pressions structurelles sont aggravées par l'érosion des institutions traditionnelles de médiation, les préjugés perçus ou la mainmise sur les services publics et le système judiciaire, ainsi que l'exploitation des griefs locaux par les groupes djihadistes et les milices d'autodéfense. Ces facteurs militarisent les conflits, imposent des règles parallèles et renforcent les restrictions d'accès. L'enchevêtrement des questions foncières, les changements socio-spatiaux, les transformations environnementales, l'insécurité persistante et l'affaiblissement des autorités coutumières entretiennent un climat de tension entre les utilisateurs des ressources naturelles. Comme on l'observe à Sio, cela reflète des dynamiques de conflit plus larges dans tout le delta intérieur du Niger.

FIGURE 3. CONFLIT ET PAIX À JANGARGARI, 1978–2023



Source: Generated from FGDs with Hausa, Tiv and Fulani herders in Jangargari, 2024

FIGURE 4. LES PARTIES PRENANTES DES CONFLITS DE SARA-MALA, COMMUNE DE SIO, MALI ET LEURS RELATIONS



Source : Données issues des discussions de groupe et des entretiens individuels avec des experts.

Impacts sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et l'environnement

Les conflits entraînent des pertes multidimensionnelles tant pour les agriculteurs que pour les éleveurs et dégradent les écosystèmes et les marchés, ce qui se traduit par une insécurité alimentaire et humaine.

À Azaza Sogora, au Soudan, les agriculteurs ont signalé la destruction des récoltes, des récoltes précoces forcées, une augmentation des coûts de production et de surveillance, des défauts de paiement, des ventes d'actifs et une insécurité alimentaire, tandis que les pasteurs ont dû faire face à de lourdes amendes, à la vente forcée d'animaux productifs, à l'emprisonnement d'éleveurs, à une baisse de la productivité des troupeaux (lait et naissances) et, de plus en plus, à une dépendance accrue vis-à-vis des résidus de cultures et du travail salarié. Comme l'a déclaré un pasteur :

« Le conflit affecte nos moyens d'existence, car nous devons vendre un grand nombre d'animaux pour payer les amendes. Nous considérons que notre bétail appartient aux agriculteurs et que nous ne sommes que des éleveurs salariés, car nous vendons notre bétail et payons les amendes. » (FGD_PF_Y)

Dans le quartier de Jangargari, au Nigeria, les déplacements répétés des éleveurs peuls et des agriculteurs, ainsi que les pertes de bétail, ont entraîné une perte de lait, l'effondrement du marché local, la baisse des rendements agricoles, la déforestation, la dégradation des sols, l'augmentation de la pauvreté, la faim et la malnutrition, ainsi que la perte de revenus des femmes provenant du commerce du lait et du ghee. Parmi les autres effets sur les femmes, on peut citer la perte de revenus, une dépendance accrue, la solitude, les déplacements, la malnutrition chez les enfants et les problèmes de santé mentale. Comme l'a déclaré un jeune agriculteur :

« Avant, nous avions suffisamment de nourriture pour nourrir notre famille et en vendre, et nous avions des récoltes exceptionnelles, mais à cause des conflits, la sécurité alimentaire est désormais compromise. Je récoltais plus de 10 sacs de maïs, mais depuis le conflit, j'ai à peine de quoi nourrir ma famille. » (MF_FGD_Jangargari_FMY)

À Sio, au Mali, nous avons enregistré des incidents violents, des arrestations et des frais juridiques, des décès, le déplacement de milliers de ménages, une baisse spectaculaire du rendement rizicole (une chute signalée de ~60 à 10-15 sacs de riz/ha), une réduction de la mobilité pastorale, des perturbations du marché et l'abandon à grande échelle des champs sous contrôle armé. Ces facteurs accentuent encore les pressions sur les terres accessibles et poussent les utilisateurs de terres à se regrouper, créant ainsi des tensions.

Genre et jeunesse

Dans ces contextes, les conflits affectent différemment les femmes et les jeunes¹. À Azaza Sogora, au Soudan, les femmes pasteurs et agricultrices ont tendance à être exclues des processus décisionnels publics et sont moins informées de ce qui se passe. Les conflits alourdissent leur charge de travail quotidienne, les obligeant à chercher des emplois journaliers et les exposant à une insécurité alimentaire accrue. Les jeunes, en particulier les jeunes hommes, sont confrontés à l'émigration, à des tâches de surveillance prolongées, à un mariage tardif et à des tensions psychosociales.

À Jangargari, au Nigeria, les femmes perdent leurs revenus issus du commerce des produits laitiers, les jeunes sont touchés par le chômage et les traumatismes psychosociaux, et des stratégies d'adaptation néfastes, telles que la délocalisation et la dégradation de l'environnement, sont mises en place. Les jeunes sont les plus touchés en termes de pertes humaines, car ils sont les plus impliqués dans les activités agricoles et le déplacement des animaux. Cependant, les jeunes sont rarement impliqués dans la gestion des conflits et les processus décisionnels, sauf lorsqu'ils coopèrent au-delà des clivages ethniques et socio-économiques.

Dans la commune de Sio, au Mali, les femmes et les jeunes sont confrontés à une insécurité économique croissante, à des risques de recrutement, à des déplacements et à une grave érosion de la confiance entre les communautés et avec les institutions étatiques. Les accords locaux sont fragiles et manquent de légitimité. Dans tous les domaines, la cohésion sociale est compromise et les rivalités entre les utilisateurs des terres et au sein des groupes se sont accrues.

1 Une analyse plus approfondie sur les femmes et les jeunes est disponible dans Nassef et al. (2025a) et Nassef et al. (2025b).

Gouvernance, médiation et stratégies d'adaptation

Les institutions formelles sont considérées comme lentes ou partiales, tandis que les mécanismes coutumiers et les stratégies d'adaptation ad hoc persistent. Les institutions coutumières ont toujours joué un rôle important, mais elles se sont affaiblies en raison d'influences externes et internes, notamment les défis posés par le gouvernement et les jeunes désireux de trouver le respect et l'autorité dans des sociétés en mutation rapide et de plus en plus exposées.

À Azaza Sogora, les médiateurs coutumiers (*ajawid, omdas*) restent essentiels car ils sont relativement rapides et peu coûteux, tandis que le comité local d'évaluation des dommages causés aux cultures et la police sont perçus comme lents et favorables aux agriculteurs. Les moyens d'éviter les conflits comprennent la surveillance nocturne du bétail, le recours à des moyens de transport pour contourner les zones agricoles, le déplacement des troupeaux, la modification des calendriers de culture et une diversification limitée vers la microfinance ou les intrants mécanisés.

L'administration foncière actuelle dans la communauté Jangargari au Nigeria est généralement informelle, les chefs de village et de district exerçant une influence considérable. Même si les dirigeants affirment ne pas vendre de terres, la situation évolue rapidement et même les chefs traditionnels sont impliqués dans des ventes directes de terres. L'autorité des chefs de village et de district sur les transactions foncières est actuellement remise en question : de nombreux jeunes commencent à vendre des terres et à effectuer des transactions comme source de revenus, les terres étant vendues à des agriculteurs commerciaux d'Awe et de Lafia. Il existe également une discorde croissante entre les communautés Tiv et Fulani au sujet du monopole des transactions foncières par les chefs haoussa.

À Sio, au Mali, l'érosion progressive de l'autorité traditionnelle en matière de gouvernance foncière et la perte de légitimité des mécanismes de médiation communautaires compliquent encore davantage la résolution des conflits. Certains groupes armés ont exploité les griefs locaux pour se présenter comme des sources alternatives de protection et de justice. Ils sapent ainsi la cohésion sociale et déstabilisent les accords communautaires de longue

date. Les initiatives de paix locales menées par des acteurs tels que l'organisation non gouvernementale Humanitarian Dialogue ont donné lieu à plusieurs accords et comités de suivi depuis 2020. Ceux-ci constituent des exemples de médiation locale, mais sans une légitimité institutionnelle plus large et sans sécurité, ils restent fragiles.

Implications pour la prévention et la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs : une gouvernance (re) renforcée est essentielle

Sur la base de ces conclusions, nous pouvons considérer que les conditions préalables à une prévention durable des conflits et au rétablissement de la cohésion sociale sont des approches de gouvernance hybrides et adaptées au contexte, qui combinent : des espaces de dialogue renouvelés et inclusifs, des institutions locales et des forums coutumiers renforcés, un soutien impartial de l'État (administration, justice, services techniques) et une aide au développement visant à renforcer la résilience tant des systèmes agricoles que pastoraux. La reconnaissance et le renforcement du pluralisme juridique, qui permet à ceux qui recherchent un accès à la terre et aux ressources, une protection de la sécurité foncière ou un recours, peuvent offrir des options dans les contextes politiques en constante évolution dans lesquels la terre et les autres ressources font l'objet de négociations. Les femmes et les jeunes, en particulier, doivent faire partie intégrante de ces structures et de ce dialogue.

Au Soudan, le gouvernement national n'accorde pas suffisamment d'attention aux conflits entre agriculteurs et éleveurs et ne les prend pas au sérieux, laissant leur résolution aux acteurs locaux. Le gouvernement de l'État, les administrations locales et les chefs traditionnels doivent jouer un rôle plus proactif. Ils doivent se concentrer sur la lutte contre la pauvreté actuelle et la promotion d'une coexistence pacifique en renforçant les interventions de résolution des conflits et en assurant une répartition plus équitable des terres et autres ressources.

Les personnes interrogées à Jangargari, au Nigeria, ont souligné la nécessité de clarifier les limites et les droits fonciers, et d'améliorer la gouvernance foncière, en délimitant les réserves de pâturage et les voies de transhumance, en restaurant les marchés et les infrastructures (routes, ponts, forages), en

relançant les services vétérinaires et de vulgarisation, en proposant des moyens de subsistance alternatifs et des formations aux jeunes, en incluant les femmes et les jeunes dans les processus de paix, et en renforçant la justice et la responsabilité.

À Sio, au Mali, la fracture et l'affaiblissement des structures administratives et politiques ont créé un espace permettant aux groupes djihadistes d'intervenir et de prendre le contrôle des terres et des ressources pastorales, ce qui risque d'aggraver encore la fracture. Depuis 2020, le renforcement des forums coutumiers, des services techniques et de l'aide au développement visant à restaurer la résilience des systèmes agricoles et pastoraux, les efforts de médiation locaux qui ont fait leurs preuves (par exemple, les conventions locales) et les comités de suivi restent fragiles en l'absence d'un soutien impartial de l'État ou d'un dialogue inclusif renouvelé.

Sans interventions holistiques axées sur la gouvernance, la fréquence, la gravité et les conséquences socio-économiques des conflits entre

agriculteurs et éleveurs ne feront que s'aggraver. Dans toutes les études de cas, les réponses recommandées impliquent une gouvernance hybride et inclusive qui reconnaît les droits fonciers coutumiers, une planification participative de l'utilisation des terres, une représentation pastorale renforcée, une résolution inclusive des conflits et des investissements dans la résilience climatique pastorale et agricole. Cela nécessitera une collaboration entre les parties prenantes et des interventions complémentaires conçues conjointement.

Si les gouvernements ont un rôle évident à jouer dans ce type d'interventions, les interfaces relationnelles entre le gouvernement et les autres acteurs s'appuyant sur les efforts existants doivent être renforcées. En outre, pour remédier à l'exclusion des femmes et des jeunes des instances de résolution des conflits et de prise de décision, il sera crucial de promouvoir leur participation à ces processus, en veillant à ce que leurs voix soient entendues et leurs préoccupations prises en compte.



Des nomades avec leur troupeau de chameaux, de moutons et de chèvres puisant de l'eau dans une fontaine profonde dans le désert, Bayuda, Soudan, 2017.
Crédit photo : Claudiovidri/shutterstock

Recommandations politiques

Sur la base des conclusions de l'étude de cas, les décideurs politiques devraient envisager de :

- 1. Mettre en œuvre une gouvernance foncière et une gestion des ressources inclusives :** Concevoir et appliquer des systèmes d'attribution des terres inclusifs qui tiennent compte des besoins des agriculteurs et des éleveurs. Cela implique de reconnaître la nécessité de disposer de zones de pâturage et de ressources en eau, tout en promouvant des initiatives en matière de droits fonciers sensibles au genre afin de donner aux femmes les moyens d'agir en matière de propriété foncière et de prise de décision.
- 2. Renforcer la collaboration entre agriculteurs et éleveurs :** Encourager les initiatives communautaires favorisant le partage des ressources et la coopération. Créer des forums communautaires afin d'instaurer la confiance et de faciliter le dialogue, en incluant la voix des femmes et en garantissant une représentation équitable dans les discussions sur l'utilisation des terres et la résolution des conflits.
- 3. Soutenir les moyens d'existence et la résilience économique :** Investir dans le renforcement des compétences et fournir aux femmes et aux jeunes un accès aux ressources, en élargissant les possibilités au-delà de l'agriculture de subsistance. Cet effort devrait inclure la création de voies d'accès à diverses sources de revenus, renforçant ainsi la stabilité économique, réduisant la vulnérabilité aux conflits et renforçant la résilience économique.
- 4. Promouvoir l'inclusion des jeunes dans la résolution des conflits :** Mettre en place des plateformes formelles et informelles qui incluent les jeunes hommes et femmes dans les processus de résolution des conflits. Cette implication garantit que leurs perspectives, expériences et les griefs peuvent être traités dans le cadre de dialogues communautaires, ce qui renforce l'efficacité globale des stratégies de gestion des conflits.

- 5. Tirer parti des technologies numériques pour favoriser l'engagement :** Utiliser les plateformes numériques pour amplifier la voix des jeunes dans les processus décisionnels et les efforts de consolidation de la paix. Ces technologies peuvent offrir aux jeunes des moyens innovants de participer activement à la gouvernance et aux initiatives communautaires, intégrant ainsi des stratégies de communication modernes dans les processus traditionnels de gestion des conflits.

Ces recommandations visent à créer une approche plus inclusive et durable pour résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs en impliquant activement les jeunes et les femmes, en renforçant la stabilité économique et en favorisant les structures de gouvernance coopératives.

Conclusion

Les rapports sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs révèlent le besoin urgent de solutions inclusives et durables qui reconnaissent les expériences uniques des femmes et des jeunes. Malgré leurs rôles essentiels, ces groupes sont souvent marginalisés tant dans la dynamique des conflits que dans les processus de résolution. La complexité des conflits nécessite une compréhension nuancée des facteurs socio-économiques, environnementaux et historiques en jeu. La participation des femmes et des jeunes à la gouvernance et à la prise de décision peut renforcer la résilience des communautés et favoriser des stratégies de résolution des conflits plus efficaces. Donner la priorité à leur implication permettra une coexistence durable et une meilleure gestion des ressources, ce qui permettra au final de s'attaquer aux causes profondes des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Références

- Ba, B. et Ba, B. (à paraître) *Causes of farmer–herder conflicts in the community of Sio, Mopti Region, Mali*. Montpellier : CGIAR System Organization.
- Flintan, F., Nassef, M. and Domingo, P. (2023) ‘Food systems and the political economy: a lens for understanding farmer–herder conflicts’. Nairobi : ILRI (<https://cgspace.cgiar.org/server/api/core/bitstreams/a62a842c-59ff-4ed7-a099-9290cfa7d844/content>).
- Flintan, F., Robinson, L. et Bello, M.A. (2021) *A review of tenure and governance in the pastoral lands of East and West Africa*. Londres : SPARC Knowledge (www.sparc-knowledge.org/sites/default/files/documents/resources/a-review-of-tenure-and-governance-in-the-pastoral-lands-of-east-and-west-africa.pdf).
- Momale, S.B. (2024) *Causes and impacts of farmer–herder conflicts through a political economy and food production lens: Case study in Jangargari, Nasarawa State, Nigeria*. Londres : SPARC Knowledge (<https://hdl.handle.net/10568/169285>).
- Nassef, M., Eba, B., Islam, K. et al. (2023) *Causes of farmer–herder conflicts in Africa: a systematic scoping review*. Londres : SPARC Knowledge (www.sparc-knowledge.org/sites/default/files/documents/resources/causes-of-farmer-herder-conflicts-report.pdf).
- Nassef, M., Sulieman, H., Momale, S., et al. (2025a) *Women in farmer–herder conflicts: case studies from Sudan and Nigeria*. Londres : SPARC Knowledge (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/women-farmer-herder-conflicts-sudan-nigeria).
- Nassef, M., Sulieman, H., Momale, S., et al. (2025b) *Youth in farmer–herder conflicts: case studies from Sudan and Nigeria*. Londres : SPARC Knowledge (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/youth-farmer-herder-conflicts-sudan-nigeria).
- Sulieman, H. (2024) *Causes and impacts of farmer–herder conflicts through a political economy and food production lens: Case study in Gadarif State, Sudan*. Londres : SPARC Knowledge (<https://hdl.handle.net/10568/168670>).

L’assistance de l’IA AILYZE a été utilisée pour produire un résumé des points clés issus des trois rapports nationaux et comme élément de base pour cette note d’information.

Remerciements

Cette note d'orientation est publiée dans le cadre du programme SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées), soutenu par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO).

Les auteurs remercient les pairs évaluateurs Ken Otieno, RECONCILE Kenya, et Richard Smith, Unité d'appui à la médiation du Département des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix (DPPA) des Nations Unies, pour leur examen de cette note. Nous remercions également le groupe consultatif pour sa contribution tout au long de cette étude : Richard Smith, Unité d'appui à la médiation du DPPA des Nations Unies ; Leif Brottem, consultant ; Peter Laderach, Alliance of Bioversity and CIAT ; et le Dr Musa Adam Ismail Mohamed, Feinstein International Center. Nous remercions Mauri Vazquez, responsable des politiques au sein du programme Global Risks and Resilience de l'ODI Global, au Royaume-Uni, et Guy Jobbins, directeur exécutif du Consortium SPARC, au Royaume-Uni, pour leurs commentaires finaux et leur validation.

Finalement, merci à l'équipe de communication du SPARC, notamment Julie Grady Thomas, ainsi qu'à Rebecca Owens pour la révision ; Steven Dickie de squarebeasts.net pour la conception graphique, Jo Fottrell pour la relecture, Marion Vargaftig pour la traduction et Camille Laville pour la relecture technique.

À propos de SPARC

Le changement climatique, les conflits armés, la fragilité de l'environnement et la faible gouvernance, ainsi que leur impact sur les moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles, sont parmi les principaux facteurs de crise et de pauvreté pour les communautés dans certains des pays les plus vulnérables et les plus touchés par les conflits dans le monde.

Le programme SPARC (Soutenir le Pastoralisme et l'Agriculture durant les Crises Récurrentes et prolongées) vise à générer des données probantes et à combler les lacunes en matière de connaissances afin de renforcer la résilience de millions de pasteurs, d'agropasteurs et d'agriculteurs au sein de ces communautés en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Nous œuvrons à créer un impact durable en utilisant la recherche et des données fiables pour développer des connaissances susceptibles d'améliorer l'action du *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO) du Royaume-Uni, des bailleurs de fonds, des organisations non-gouvernementales, des gouvernements locaux et nationaux et de la société civile dans le renforcement des capacités de ces communautés face au défi du changement climatique.

© SPARC Knowledge 2025

Citation: Flintan, F., Nassef, M., Ba, B., El Hadji Ba, B., Sulieman, H., Momale, S. et Domingo, P. (2025) 'Deep-rooted causes of farmer–herder conflicts and impact on local food systems: case studies from Sudan, Nigeria and Mali'. Policy Brief. Londres : SPARC Knowledge (<https://doi.org/10.61755/SQIM9261>).

Cet ouvrage est sous licence CC BY-NC-ND 4.0.

Financé par



Les lecteurs sont encouragés à reproduire le contenu pour leurs propres publications, à condition que celles-ci ne soient pas commercialisées. SPARC Knowledge demande à être dûment mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs d'utiliser le lien vers la référence DOI.

Les points de vue et opinions exprimés dans cette publication relèvent de la responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne doivent en aucun cas être attribués aux institutions auxquelles ils sont affiliés ou à SPARC Knowledge.

Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume Uni.